

Globule Rouge

JOURNAL DE LA SECTION DES TRAVAILLEURS DE LA SANTÉ ET DE L'INDUSTRIE
PHARMACEUTIQUE DE L'UNION DES RÉVOLUTIONNAIRES-COMMUNISTES DE FRANCE
CONSTRUCTION DU PARTI



www.urcf.fr

N°2

FÉVRIER 2015

LE CAPITALISME PRÉCARISE L'HÔPITAL ET LA SANTÉ PUBLIQUE

L'hôpital aujourd'hui est devenu une source essentielle de profit pour les monopoles capitalistes. L'hôpital public ou privé profitent ensemble d'un financement unique de l'État, la T2A, et drainent ensemble les fonds de la Sécurité Sociale dans les caisses des laboratoires privés, des fabricants d'appareils médicaux, des monopoles en tout genre y compris foncier et immobilier. Pour ne donner qu'un seul exemple, Sanofi Aventis réalise 8 milliards de profits annuels en France et 50 milliards à l'international. Ainsi le Capital monopoliste s'affronte sur le terrain de l'hôpital avec la médecine libérale, car il veut englober tout ce qui est source de profit pour le mettre sous son contrôle. C'est pour cette raison que le gouvernement PS, avec son dévouement exclusif aux grands monopoles, accélère la concentration industrielle de la santé avec la loi MACRON.

La tarification des activités T2A

L'hôpital est financé par un système qui draine les ressources de l'assurance maladie en fonction de la nature des actes médicaux aussi bien dans le public que dans le privé, avec des séjours réalisés, à part les activités d'urgences qui dépendent encore du financement forfaitaire. Le processus de convergence de financement de l'hôpital incite l'hôpital public à prendre en charge un volume d'activité en rapport avec des prises en charge sociales correspondant aux moyens financiers du plus grand nombre. Le secteur privé, lui, garde les activités les plus rentables. En conséquence, l'hôpital public se retrouve avec les secteurs les plus lourds et les plus coûteux tels que les services d'urgences, les services ambulatoires, avec de la

chirurgie. Cela pousse l'hôpital privé et les cliniques à ne pas prendre en charge les pathologies les moins rentables et à opérer une sélection des admissions. Les cliniques privées bénéficient en outre d'affiliations monopolistes avec des grands laboratoires et sociétés foncières. La concentration diminue le nombre de cliniques mais augmente leurs capacités. Ainsi, le surcoût du public par rapport au privé se situe entre 30 et 40% et cela se traduit par une baisse de la qualité des soins, une incitation à transformer des consultations externes pour bénéficier d'un financement plus avantageux, et une inflation du nombre d'admissions.

Les dépassements d'honoraires

Les dépassements d'honoraires pratiqués par certains médecins en activité libérale aussi bien dans le public que le privé deviennent une manne financière que le Capital monopoliste convoite.

Certains praticiens de l'hôpital Cochin à Paris facturent jusqu'à 4 250€ la pose d'une prothèse de hanche alors que le tarif conventionné se limite à 459,80. Sur une quarantaine d'actes médicaux, la moyenne des dépassements oscille entre 68 et 448% du tarif Sécu, mais il n'est pas rare que des montants facturés atteignent des taux supérieurs à 1 000%.

Dominance de la précarité

résultat de cette politique au service des monopoles fait que l'on trouve en France des hôpitaux publics qui ne desservent pas moins de 400 000 habitants comme l'Hôpital Delafontaine à Saint-Denis dans le 93. Souvent, près d'un tiers des séjours hospitaliers enregistrés dans le public relève de la CMU ou de l'aide médicale d'État (AME) ou des soins urgents et vitaux (SUV).

Le système de financement de l'hôpital, avec ses conséquences sur la partie publique, est finalement à mettre en rapport avec la réduction de dépenses publiques pour financer le Pacte de responsabilité HOLLANDE-MEDEF.

Cela précarise les soins des plus démunis tout en drainant les fonds de l'assurance maladie dans les caisses des monopoles. Ce n'est pas en harmonisant les règles de gestion comme le propose le PCF ou en enlevant la TVA sur l'hôpital public que l'on renforcera la qualité des soins pour tous, mais en s'attaquant à ce qui parasite la santé publique: les services et consultations privés, la santé à double vitesse et les cliniques pour riches.

L'expropriation du Capital dans toute la filière santé (laboratoires compris) serait une mesure sanitaire de redressement tendant vers la gratuité et la qualité hospitalière pour tous les travailleurs.

Et les salaires?

La baisse de la qualité des soins pour les patients est aussi la résultante d'un surtravail et d'un sous-effectif imposé dans les unités de soins.

Si les dépassements d'honoraires atteignent jusqu'à 2,7 milliards € pour l'hôpital public, les salaires sont au plus bas. En effet, le salaire brut d'un aide soignant débutant est à 1.495€, et celui d'une infirmière à 1.791€ mais n'excède pas 2.690€ brut pour les mieux payés et les plus qualifiés.

Des salaires décents avec un effectif suffisant permettraient aux travailleurs de faire face aux dépenses familiales et amélioreraient de fait la motivation au travail avec la qualité des soins.

Ainsi la bataille des salaires et de l'emploi représente un moyen efficace de lutte contre le profit monopoliste du Capital, car elle s'inscrit vers une meilleure qualité du service public.

L'URCF propose le SMIC à 1.900€ net avec une augmentation de 300€ net pour tous les salaires.

Après la révolution socialiste, l'hôpital public sera débarrassé du parasitisme du Capital, les travailleurs avec les patients auront donc leur mot à dire et pourront décider du développement d'une médecine publique gratuite à disposition de tous.

SALAIRES CONTRE PROFITS: UNE LUTTE VITALE FACE AU CAPITAL

Le gouvernement HOLLANDE a refusé un coup de pouce au SMIC pour 2015. En effet 0,8% de plus cela ne fait pas le compte, il passe à 1457,52 euros brut pour 35h contre 1445,38 en 2014.

Pendant que le MEDEF revendique la baisse des salaires, la suppression des 35 h et de deux jours de congés par an, le gouvernement HOLLANDE-VALLS au service de la bourgeoisie s'emploie à baisser le pouvoir d'achat des travailleurs.

L'ensemble de la gauche se range alors derrière le PS pour s'étonner de l'arrogance et de l'intransigeance du patronat. Pourtant, depuis le début du mandat de HOLLANDE, les gouvernements AYRAULT et VALLS ont allègrement servi le Capital.

Pacte de compétitivité, Pacte de responsabilité, loi MACRON, soit travail du dimanche, privatisations, et démantèlement du Code du travail pour accompagner les cadeaux au patronat au détriment de nos garanties sociales et des dépenses publiques.

La presse bourgeoise se fait alors entendre pour soutenir ce gouvernement vis-à-vis des patrons mais contre les travailleurs. *Libération* titrait:

«malgré un gouvernement compréhensif les dirigeants d'entreprise sont dans la rue».

Laurent JOFFRIN, qui confond la CGT de KRASUCKI avec le MEDEF de GATTAZ, a écrit:

«La faute à un Pierre GATTAZ tête dure et esprit étroit, l'homme qui est au MEDEF ce que Henri KRASUCKI était naguère à la CGT.»

Cette remarque entraîne Pierre LAURENT du PCF à proposer un débat ("contradictoire") au patron du MEDEF dans les locaux de *l'Humanité*.

Et bien non!

Contrairement à la gauche social-démocrate et au PCF qui ramènent le système d'exploitation capitaliste à l'esprit «borné» de GATTAZ, la confrontation sur les salaires et contre la politique d'austérité doit s'exprimer avec les travailleurs dans la rue, dans la grève et contre le Capital.



Quelles revendications exprimer sur les salaires?

Gouvernements et patronat se sont employés depuis des décennies à tasser la grille des salaires sur le SMIC.

Ainsi, avec la hausse des tarifs publics, des loyers, des charges et des impôts, les salaires ne permettent plus de faire face aux dépenses, ils donnent juste la possibilité au patronat d'encaisser des plus-values de plus en plus importantes sur les richesses créées par le travail.

La faiblesse des salaires entraîne donc une insuffisance des prestations sociales, une baisse du pouvoir d'achat des familles et un développement considérable du chômage.

Résultat: un salarié sur cinq est payé au SMIC tandis que de nombreux jeunes stagiaires vivent avec moins de 500 € par mois, un jeune sur deux étant au chômage ou en CDD. Peut-on vivre correctement avec moins de 1 900 € par mois aujourd'hui lorsque le coût de la vie explose avec le prix de la santé, de l'immobilier (locations et accessions) du transport de l'éducation...?

L'URCF propose donc de se battre pour le SMIC à 1 900 € par mois avec une hausse de tous les salaires de 300 € minimum. Les revendications doivent s'exprimer en fonction des besoins et non par rapport à la situation économique de crise permanente du capitalisme.

Avec le socialisme, la plus-value produite servira directement à satisfaire les besoins sociaux (y compris par la hausse des rémunérations et la baisse des prix).

L'économie planifiée démocratiquement au service des travailleurs leur restituera collectivement la propriété des biens des moyens de production, des banques et des terres.

EN 2015, DONNONS AUX TRAVAILLEURS DE FRANCE LEUR PARTI COMMUNISTE!

Éditorial d'*Intervention Communiste* n°126, janvier-février 2015

Le MEDEF n'en finit plus d'avancer de nouvelles exigences visant à la déréglementation continue. Au nom du Pacte de Responsabilité, le gouvernement bourgeois, peut, sans grande résistance d'ensemble, s'attaquer à la durée légale du travail, au repos du dimanche, aux institutions permettant aux salariés de se défendre, aux droits démocratiques... aidé par l'Union Européenne.

Les annonces de licenciements et de fermetures d'entreprises et d'établissements publics se multiplient: 551 dans le groupe pharmaceutique Pierre FABRE grâce aux commandes militaires et aux marchés de la reconstruction, de diviser les travailleurs et les peuples et de liquider une partie de la main-d'œuvre dont elle n'a plus besoin. La politique de guerre coûte en effet de plus en plus cher à la population. En 2014, le coût des Opérations Extérieures (interventions en Afrique et en Irak) s'approche de 1 milliard d'euros, soit plus du double de la somme prévue. Il s'était élevé à 1,25 milliard en 2013.

Le projet de suppression des élections directes aux Prud'hommes, dont l'accord national interprofessionnel avait déjà réduit les compétences, vise à renforcer l'arbitraire du patronat, remettant la défense des travailleurs aux mains de représentants dociles et d'avocats professionnels. Plus largement, c'est le syndicalisme même qui est en voie de liquidation, de par la politique de collaboration de classes des directions et des dispositifs conduisant à l'individualisation des relations entre «employeurs» et salariés. C'est aussi une conséquence de la liquidation du mouvement communiste par ses dirigeants, d'abord révisionnistes, puis ouvertement social-démocrates. Car c'est en définitive le mouvement communiste qui, quand il s'appuyait sur une théorie révolutionnaire –le marxisme-léninisme- et sur l'existence et l'aide du camp socialiste, imposait à la bourgeoisie des reculs et des défaites, et avait permis à la classe ouvrière de conquérir ces avantages sociaux et salariaux, à présent détruits.

Les théories avancées par le PCF accordaient la priorité à l'intervention dans la gestion, et de fait, rejetaient la question centrale de l'abolition de la propriété capitaliste des moyens de production. Cette dérive a fortement influencé les orientations de la CGT. L'affaire LEPAON, que la bourgeoisie utilise pour répandre l'antisyndicalisme, n'est qu'un exemple de l'intégration au système de la bureaucratie syndicale acquise à la cogestion et à la construction européenne du Capital.

Aussi, les travailleurs, à qui il appartient de faire vivre un syndicalisme de lutte de classe, doivent tirer les leçons du «syndicalisme rassemblé» qui a montré sa totale impuissance face aux coups du Capital. D'autre part, ils doivent se réappropriier les outils d'analyse et de lutte contre l'exploitation capitaliste, afin de reconstruire un Parti communiste révolutionnaire, seule condition pour abattre le capitalisme et instaurer le socialisme.

Sur ce terrain, le travail a déjà avancé. Il a rendu possible l'émergence d'un Parti réellement communiste en 2015. Deux organisations, l'URCF et Communistes, sont à présent dans un processus d'unification. Chacune va apporter son expérience et ses forces militantes. Le Parti qui naîtra, avec l'organisation de la jeunesse que nous construisons dès maintenant, constituera un outil de défense et de lutte révolutionnaire pour les travailleurs, condition indispensable pour changer le rapport de force en faveur de la classe ouvrière.

Au niveau international, le nouveau parti jouera le rôle qui doit être le sien dans l'affrontement avec le Capital, l'Union Européenne et les autres blocs impérialistes.

Nous savons que des communistes non-membres de l'URCF ou de Communistes se réjouissent du processus d'unification pour créer le parti.

Nous les appelons à nous rejoindre pour renouer avec l'objectif stratégique du renversement du capitalisme par la révolution socialiste.

L'URCF

BULLETIN DE CONTACT

◇ Je souhaite être informé des initiatives de l'URCF

◇ Je souhaite recevoir les prochains numéros de *Globule Rouge*

◇ Je m'abonne à *Intervention Communiste*, le journal de l'URCF:

(1 an (6n°): 19€, Étudiants, privés d'emploi ou de salaire: 10€, Soutien à partir de 30€)

NOM: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ VILLE: _____

Chèque à l'ordre des "AMIS D'OULIANOV"

Pour nous écrire ou s'abonner: «LES AMIS D'OULIANOV» BP 40084 – 75862 PARIS CEDEX 18